agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/INDE - Pour les chrétiens et la société civile, « la loi sur la sécurité alimentaire doit parier sur les petits agriculteurs »

New Delhi (Agence Fides) – Le nouveau projet de loi sur la sécurité alimentaire et le droit à la nourriture déposé devant le Parlement indien présente de nombreuses lacunes. Tel est l'avis des chrétiens et de la société civile à propos du Food Security Bill qui, introduisant en Inde le concept de droit à la nourriture, prévoit de distribuer 5 Kg de céréales par personne et par mois à un prix plafonné, ainsi que des repas gratuits aux femmes enceintes, aux femmes qui allaitent, aux enfants de six mois à 14 ans malnutris et sans abri.
Associations et responsables chrétiens, prêtres, missionnaires et ONG ont créé une plateforme dénommée « Campagne pour le Droit à la nourriture » qui promeut, depuis 2009, la sécurité alimentaire et le droit de tout citoyen à ne pas souffrir de la faim. Le Père Jothi, SI, de Calcutta, qui a adhéré à la Campagne en question, explique à Fides : « La plateforme pour le Droit à la nourriture est consternée par la décision de l'exécutif de procéder à l'approbation du texte en l'état. Un thème comme celui de la sécurité alimentaire, qui concerne des millions de personnes dans notre pays, requiert un profond débat au Parlement. Pourquoi donc tant de hâte à adopter une norme ? ».
Le groupe estime utile une discussion devant la Chambre basse afin d'amender le texte. Un problème posé est par exemple celui de la quantité de céréales devant être réservée à chaque personne. D'autres remarquent le manque d'attention aux problèmes des agriculteurs et le fait que des millions de pauvres demeureraient exclus des mécanismes prévus. La version du texte présentée au Parlement « est extrêmement inadaptée et ne garantit en aucun cas la sécurité alimentaire » remarque le Père Jothi. En effet, la loi fournit seulement 166 grammes de céréales par personne et par jour, en prévoyant une quantité fixe par famille. En outre – et ceci constitue le problème le plus important – elle ne stimule pas la capacité de production de nourriture et n'offre aucun soutien aux petits agriculteurs alors même que plus de 60% de la population indienne dépend de l'agriculture pour sa subsistance. « Un secteur agricole réanimé et vigoureux représente le socle de la sécurité alimentaire » note le prêtre. En outre, le texte criminalise et discrimine les mères de familles ayant plus de deux enfants, les excluant des bénéfices prévus pour les mères. Entre autres lacunes, le texte ne prévoit pas la possibilité d'une action immédiate permettant de faire face aux urgences alimentaires dans les cas de calamités et de catastrophes naturelles.
La Campagne invite donc le gouvernement à revoir le projet de loi, sur la base d'un processus de consultation partant de la base, afin d'adopter une norme capable de garantir réellement la sécurité alimentaire. « Le Food Security Bill constitue une occasion fondamentale afin de mettre fin à la faim et à la malnutrition en Inde : nous espérons qu'elle ne sera pas gâchée » conclut le Père Jothi. (PA) (Agence Fides 06/07/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it